

Société

## La face cachée des mots du pouvoir



Pascal Durand

enseigne la sociologie des institutions culturelles et la théorie critique de l'information à l'ULg

Il y a de ces mots qu'on entend tous les jours, qui ne surprennent plus personne mais qui hérissaient tellement Pascal Durand qu'il a un jour décidé de les analyser en profondeur pour mieux comprendre son agacement. Ces mots, ce sont ceux dont nous arrosent tant de politiciens: gouvernance, développement durable, réforme, citoyenneté, flexibilité... Cent trente expressions ont été passées au crible par une soixantaine de chercheurs, principalement belges et français, sous la supervision de Pascal Durand, professeur à la faculté de Philosophie et Lettres de l'université de Liège. L'ouvrage s'intitule «Les nouveaux mots du pouvoir, Abécédaire critique».

Quel est l'usage de ces mots bateaux qui truffent le langage politique?

Il suffit de lire la presse, d'entendre les responsables politiques pour se rendre compte qu'avec quelques mots on peut construire du discours à la chaîne: gouvernance, compétitivité, dialogue social, employabilité, réformes, complexité... Certains hommes politiques, tel Nicolas Sarkozy, sont passés maîtres dans le maniement de cette langue de bois nouvelle.

Vous parler de langue de bois libérale. Pourquoi?

La plupart de ces mots bateaux se sont répandus sous l'impulsion du tournant néoconservateur des années 80 et 90. L'ouvrage s'arrête sur le mot «gouvernance». Avant 1985, ce terme n'apparaissait quasi jamais dans le discours politique et social. Venu du monde anglo-saxon et du vocabulaire du management d'entreprise, il est utilisé en 2001 dans «Le Livre blanc de la gouvernance» de la Commission européenne et commence alors à se répandre. Il tend actuellement à imposer la représentation de la po-



Nicolas Sarkozy, le président français, emploie à satiété les «nouveaux mots du pouvoir».

«Le langage creux de la politique véhicule une vision strictement économique du monde.»

litique comme une gestion économique de la société, avec l'intervention d'«experts» (économistes, juristes...), escortés par des spécialistes de la communication chargés de faire la «pédagogie» des réformes auprès des populations...

Le monde économique devient donc le principe sur lequel toute la société doit s'aligner? Exact. Réfléchissez à la formule «ca-

pitale humaine». Même l'homme se trouve défini par une vision économique du monde.

Comment ces expressions se sont-elles répandues dans le langage courant? Les évolutions de langage sont le fait d'une orchestration collective, dans laquelle entrent tout un ensemble de think tanks, de groupes de pression, d'instances patronales, d'experts divers. Les publicitaires font le reste.

Comment la publicité popularise-t-elle ce nouveau langage? Une agence de placement déclare «It's good to know you», une chaîne de magasins spécialisés dans la chaussure déclare «What a shoe can do»... Cet anglais de cuisine, inspiré de l'anglais des affaires, contribue à imposer une vision anglo-saxonne du monde et toute l'idéologie économique et politique qui va avec, sous couvert de modernité.

Certains mots vous semblent-ils particulièrement dangereux?

Beaucoup de formules reprises dans notre abécédaire tiennent de l'euphémisme. «Flexibilité» désigne de façon positive l'aggravation des conditions de travail, la précarité de l'emploi, l'incertitude sur l'avenir professionnel. «Rationalisations ou restructurations» pour dire «licenciements» sont de la même veine. D'autres formules sont d'une grande violence, mais qu'on n'ose plus guère. «Dégrippage», par exemple, qui assimile ceux qui perdent leur emploi à de la mauvaise graisse... >

Pascal Durand, «Les nouveaux mots du pouvoir: Abécédaire critique», Ed. Aden, 2007.

«Les nouveaux mots du pouvoir» est nommé pour le prix Farnham à Paris.

La chronique d'ECORE\*

Les petits ruisseaux et les grandes rivières

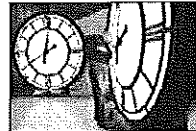
VICTOR GINSBURGH (UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES) ET XAVIER WAUTHY (FACULTÉS UNIVERSITAIRES SAINT-LOUIS)

On a commencé à remplacer, en 2005, les cartes d'identité des habitants. Deux visites à la maison commune, une fois pour la commande, une deuxième fois pour la retirer. Pour l'un de nous, quatre heures, déplacement compris, perdues. Il y a quelques années, l'incendie d'un bowling sous la fermeture partielle du viaduc et à des embouteillages encore plus longs. Pour l'autre, une demi-heure perdue chaque jour, pendant trois mois. Dans le calcul des statistiques de ponctualité, la SNCB se base sur la proportion de trains arrivés à l'heure (en l'occurrence arriver avec cinq minutes de retard au plus).

Faut-il s'inquiéter de ces pertes de temps? Quatre heures de perdues pour une carte d'identité, ce n'est rien dans une vie, mais disons trois heures de travail perdues par tous ceux qui travaillent en Belgique représentent 6.000 années perdues pour la collectivité. Une demi-heure perdue pendant 3 mois par les navetteurs qui empruntent la E411 équivaut à quelque 1.500 années de travail.

Pour la SNCB, il faut pousser le raisonnement un peu plus loin. Les statistiques pour l'année 2007 indiquent que 90% des trains, aux heures de pointe, de et vers Bruxelles arrivent avec 5 minutes de retard au plus à leur destination (1). En comptant 100.000 navetteurs par jour, matin et soir, ils sont donc 90.000 à perdre, disons deux minutes et demie deux fois par jour. Les 10.000 autres voyageurs perdent 16 minutes (2), également deux fois par jour. Globalement, ce sont donc 12.500 heures, soit 7 années de travail perdues, par jour, 1.750 années... par

an, lorsque 90% des trains sont à l'heure». Il est difficile de juger si ces gaspillages ont de l'importance ou non. On pourra évidemment objecter que tout ce temps perdu n'aurait pas forcément été bien utilisé. Certes, mais il doit être comptabilisé parce qu'il a été imposé et non pas choisi par les individus. Et les économistes le comptabilisent au taux du salaire horaire, disons un modeste 10 euros/heure, 18.000 euros/an. Ce qui mène à 108 millions d'euros pour les cartes d'identité, 27 millions pour le viaduc Debroux, et 32 millions par an, cette fois, pour les retards de la SNCB.



Il est temps que les autorités publiques s'inquiètent de ces gaspillages et cessent de leur faire la population par des présentations statistiques tronquées. Le pourcentage de trains qui arrivent à l'heure n'intéresse personne, pas plus que celui des trains vides qui sont en retard. Les compagnies de chemins de fer devraient indiquer systématiquement le nombre d'heures de retard voyageurs. Que la réparation du viaduc Debroux ait pris trois mois n'est pas un chiffre utile. C'est celui du nombre de navetteurs et du temps qu'ils ont perdu qu'il est. De même, il aurait fallu chiffrer le coût du changement des cartes d'identité et se demander si le jeu en valait la chandelle avant d'y pro-

céder. Enfin, pourquoi ne réclamerait-on pas de la compagnie d'assurances de la buvette et de la commune où a permis à la buvette de s'installer sous le viaduc Debroux qu'elles indemnisent chaque navetteur à hauteur des 300 euros que lui ont coûtés ces retards? Elles seront toutes deux plus prudentes lors de la prochaine demande d'indemnité. Imposer à la SNCB de payer à chaque navetteur le coût des retards réels (en réduisant le prix des abonnements par exemple) pourrait constituer une bonne incitation pour que ces retards s'amenuisent. Quant à l'Etat belge, ne pourrait-il pas s'abstenir de faire payer, outre le temps de ses citoyens, les 15 ou 20 euros supplémentaires pour le morceau de plastique qui a remplacé l'ancien et qui tenait encore très bien le coup? >

(1) Notons que lorsqu'un train arrive en retard à destination il a souvent été en retard aux arrêts intermédiaires. Cependant, le temps perdu par les voyageurs descendus en cours de route n'est pas comptabilisé.

(2) Retard moyen estimé (voir [www.navetteurs.be](http://www.navetteurs.be)).

> ECORE est né en 2006 de l'association de deux centres d'excellence qui ont largement contribué à la réputation internationale de la recherche belge en économie, finance, recherche opérationnelle, économétrie et statistique: le CORE (Center for Operations Research and Econometrics - UCL), et l'ECARES (European Center for Advanced Research in Economics and Statistics - ULB). <http://www.ecore.be> ECORE publie régulièrement le fruit de ses recherches dans «l'Echo».

**L'Echo**

Adresse: Woluwe, Avenue du Parc 66, Boite 329, 1200 Bruxelles  
Tel: 02-433 11 11 Fax: 02-433 11 29  
Site: [www.lesoir.be](http://www.lesoir.be)

Abonnements et distribution: Tel: 02-434 23 14 Fax: 02-454 78 31  
Espace clients: 02-434 23 11-21

Redaction: Tel: 02-433 11 11 Fax: 02-433 11 29  
TVA: 024-930331

Publicité: Bruxelles Tel: 02-433 11 11  
Paris Tel: 01-47 37 11 11

media/11

Directeur Général: Stéphane	Directeur des Rédactions: Frédéric Delbecq	Directeur de publication: Coeur d'Asiens	Directeur financier: Tom Endlich
Rédacteur en chef: Philippe Beggs, Xavier Goyens, Vincent Groll, Felix Jan Philipp, Stéphane Wille	Rédacteur adjoint: Eric Lumbert	Directeur de la rédaction: Marie Perle	Directeur de la rédaction: Marie Perle
Directeur adjoint: Eric Lumbert	Directeur adjoint: Eric Lumbert	Directeur adjoint: Eric Lumbert	Directeur adjoint: Eric Lumbert
Directeur adjoint: Eric Lumbert	Directeur adjoint: Eric Lumbert	Directeur adjoint: Eric Lumbert	Directeur adjoint: Eric Lumbert

Copyright 2007 par le Media/11. Tous droits réservés. L'Echo est une publication hebdomadaire. Toute réimpression est interdite sans la permission écrite de l'éditeur. L'Echo est une publication hebdomadaire. Toute réimpression est interdite sans la permission écrite de l'éditeur.

Etienne Daho

Ce dimanche 11 novembre, Etienne Daho prend le contrôle de Mint. Dès 14h, découvrez SA radio pop-rock.

Retrouvez tous les fréquences sur [www.mint.fm](http://www.mint.fm)

**MINT**  
la radio pop-rock

Ce dimanche, la musique a meilleur goût avec Etienne Daho.

[www.mint.fm](http://www.mint.fm)